

## Le Brésil menace la biodiversité

20-05-2008

La rencontre la plus importante de la Convention de Diversité Biologique (CDB) de l'ONU commence avec des protestations contre les Agrocombustibles, les arbres transgéniques et l'Accord Énergétique entre le Brésil et l'Allemagne.

Ce lundi a commencé à Bonn, en Allemagne, la Neuvième Conférence des Parties de la Convention sur Diversité Biologique (CDB) et le Brésil qui a toujours été un des acteurs remarquables dans les négociations sur la biodiversité, est au centre des critiques de la société civile internationale.

Vêtus de chemisettes orange, pour se référer aux bosquets en flammes, près de 200 représentants d'ONGs, de mouvements sociaux et de communautés locales ont formé le "bloc orange".

Ils ont protesté à l'entrée de la conférence officielle contre les agrocombustibles, les arbres transgéniques et les accords énergétiques Brésil/Allemagne.

Les chemisettes disaient : "Brésil et Allemagne : Compromis avec la Destruction de la Biodiversité", en référence explicite à l'accord de coopération énergétique signé la semaine dernière entre les deux pays.

Cet accord inclut l'exportation d'éthanol et le compromis de l'Allemagne de continuer la coopération nucléaire avec le Brésil "jusqu'au moins la conclusion d'Angra 3".

Pour la scientifique de l'ONG Tierra de Derechos (Terre de Droits), Camila Moreno, le récent départ de la ministre de l'environnement du Brésil Marina Silva (1) est un autre facteur négatif pour le Brésil, puisque l'ex-ministre disposait de beaucoup de crédibilité internationale.

Camila Moreno soutient que l'attitude du Brésil est "arrogante" et elle explique que les représentants du gouvernement essaient d'implanter un propre agenda contre les consensus formés.

Un exemple est la question d'un nouveau moratoire total pour défendre la plantation d'arbres transgéniques.

Cette préoccupation est ignorée par le Brésil, où il existe déjà des dizaines de recherches sur la technologie.

Moreno commente aussi que le Brésil prend position contre l'obligation de la CDB de prendre en compte les risques de la monoculture de canne à sucre pour la production d'éthanol.

L'argument du gouvernement brésilien est commercial : la surveillance des risques pour la biodiversité serait une barrière commerciale imposée par les pays européens. 1- Voir "Brésil : Le soja avance en Amazonie " Agence Pulsar, 20 mai 2008 .

Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>